

# Départ

---

**À relire le premier numéro de La Revue Nouvelle, on s'aperçoit que sa politique éditoriale s'est sensiblement infléchie: le fondement chrétien n'est plus la grille de lecture des événements du monde même si les valeurs chrétiennes continuent de nourrir une partie importante de ses membres. Mais la distance critique et l'esprit de révolte contre un monde injuste sont restés les mêmes.**

---

PAR RENÉ ANDRIANNE

Le 1<sup>er</sup> février 1945 paraissait le premier numéro de La Revue Nouvelle. Les derniers soldats allemands ont quitté le territoire national depuis quelques jours seulement, la guerre fait rage en Hollande et aux portes de l'Allemagne, les prisonniers ne sont pas encore rentrés, le gouvernement et le parlement se sont remis au travail mais sont déjà assaillis par les inextricables problèmes, économiques et sociaux certes, mais aussi humains tels que la répression et la question royale. Le premier éditorial s'intitule Départ. C'est un départ et une continuité puisque la revue se veut la continuation de La Cité chrétienne. Deux lignes de force frappent le lecteur cinquante ans après l'entreprise des pères fondateurs: le fondement chrétien et même catholique et romain ainsi que la place de la culture.

Le diagnostic de la crise contemporaine est posé dans une perspective sans appel: « Le premier (mal) est d'ordre proprement religieux: c'est la constitution depuis trois siècles d'une civilisation centrée exclusivement sur l'homme même, et où l'idée du gouvernement

divin de l'univers s'est progressivement atténuée jusqu'à perdre toute signification dans de vastes milieux sociaux. L'homme s'est vu ainsi réduit à lui-même et s'est pris pour centre de son univers, au moment même où le développement prodigieux de la technique machiniste lui mettait entre les mains des moyens d'action illimités dans le royaume de la matière<sup>1</sup> ».

Avec le gouvernement divin de l'univers, on est loin des réactions de La Revue Nouvelle aux encycliques pontificales des années 1994-1995 où l'on critique la démocratie restreinte de Jean-Paul II<sup>2</sup>, où on parle de « remugles ecclésiastiques » (mars 1995). Le christianisme est alors le point d'ancrage à l'aune duquel tout est jugé: « Pour un chrétien, la réalité centrale de l'histoire, nous parlons de l'incarnation, doit servir d'axe de référence dans la pensée et dans la vie. Elle nous apprend à donner sans doute en toutes choses la première place au spirituel, mais à maintenir et à intégrer dans la doctrine comme dans l'action les bases naturelles sans lesquelles cette action est vaine et même

## CINQUANTE ANS

n'a pas d'objet. C'est pourquoi notre programme portera d'abord sur les conditions naturelles d'une restauration de l'homme dans son unité véritable et des communautés organiques qui sont le support de son existence et de son épanouissement : la famille, le métier ou l'entreprise, la nation, le concert international<sup>3</sup>. »

Simultanément, on se présente comme révolutionnaire : « L'organisation sociale au sortir de cette guerre exige de profondes transformations. Dans son état actuel, elle consacre un ensemble de déséquilibres, d'insuffisances et d'injustices qui ne peuvent subsister et que doit abolir une action proprement révolutionnaire. Il n'est pas question de détailler ici un programme. Le nôtre est celui de la doctrine sociale catholique<sup>4</sup>. »

Dans cette perspective, l'économique n'est qu'un moyen : «... tout en explorant à fond ce domaine (économique) pour nos lecteurs, tant sous l'aspect de la doctrine que de l'information, nous voulons marquer une nette réaction contre les tendances, qu'elles soient "de gauche" ou "de droite", qui visent à accorder à l'économique une prépondérance sans limites<sup>5</sup>. »

L'éditorial se termine par une réaffirmation de la position résolument chrétienne, de la nécessité d'une culture religieuse et de l'indispensable promotion de l'« action catholique » : « Enfin, pour nous qui nous affirmons nettement chrétiens et catholiques, les divers secteurs de notre activité "temporelle" [...] doivent venir s'intégrer dans l'action unifiante de la vie spirituelle. Le royaume de la nature n'est rien sans celui de la grâce qui l'assume et l'achève. C'est

pourquoi tous nos travaux, qu'ils visent la politique et la littérature, l'économie ou la vie sociale, seront informés et orientés par une vision chrétienne du monde<sup>6</sup>. »

La culture, singulièrement la littérature et les arts, obtient une place de choix dans la liste des projets. On verra ainsi de longs comptes-rendus sur les succès du moment (Les clés du Royaume de Cronin), une chronique des livres et des lectures, d'amples études sur le cinéma allemand, la littérature française et un substantiel article sur l'existentialisme par de Wahlens. La perspective est, ici encore, résolument chrétienne : « L'activité temporelle de l'homme trouve son couronnement dans le royaume de la culture. Mot profané, usé par trop d'équivoques. Nous voudrions lui rendre son lustre et sa valeur, nous voudrions pour nos lecteurs rechercher dans ce que nous a laissé le passé, dans ce que nous apporte le présent, les matériaux nécessaires à l'édification d'une culture authentique. Nous accorderons donc une place importante à la littérature et à l'art en y cherchant non pas les reflets d'attitudes stériles, mais des témoignages sincères sur l'homme et le temps. [...] Pour tout dire en un mot, nous considérons la culture comme la servante du divin et le moyen de l'approcher, sans négliger d'ailleurs les conflits parfois douloureux qui peuvent l'opposer à lui<sup>7</sup>. »

**URGENCES**

Dès ses premiers numéros, La Revue Nouvelle est confrontée à des situations neuves issues de la guerre et qui obligent à poser autrement d'anciens problèmes.

## CINQUANTE ANS

La question religieuse et surtout scolaire: « Nous croyons que la guerre, en mettant l'accent sur les valeurs nationales, a opéré un rapprochement considérable sur le plan confessionnel. Il n'empêche que notre pays reste divisé en croyants et incroyants et que des heurts politiques apparaissent comme inévitables<sup>8</sup>. »

« La question flamande se pose certainement beaucoup mieux qu'avant la guerre. Devant l'ennemi commun, le peuple flamand dans son ensemble a senti avec une force et une soudaineté qui l'ont étonné lui-même les liens profonds qui le rattachent à la Belgique. [...] Par contre, à tort ou à raison, on sent gronder maintenant un sourd mécontentement en Wallonie. À Liège comme à Charleroi, nous voyons poindre ce complexe d'infériorité qui a si longtemps empoisonné la vie politique flamande<sup>9</sup>. »

Cette question communautaire, que cinquante ans n'auront pas suffi à régler d'une manière satisfaisante pour les parties en présence, revient à diverses reprises durant la première année de la revue, notamment sous la plume de M. Delforge dans une longue étude intitulée « À la recherche de l'opinion wallonne, quand le séparatisme passe du Nord au Sud » et parue en avril 1945. Cet article est lucide et même prémoniteur. Le lecteur de 1995 pourra juger l'évolution, du terminus a quo jusqu'au terminus ad quem, vraisemblablement encore provisoire: « Alors, si vraiment un proche avenir confirme que les appréhensions wallonnes sont fondées et qu'il faut désespérer d'un rétablissement automatique de l'équilibre, il reste encore une troisième méthode: celle de la décentralisation, conforme à la doctrine

moderne qui démantèle le vieil État libéral et tend à restaurer les communautés sociales intermédiaires, famille, métier, cité, traits d'union naturels entre le citoyen et l'autorité gouvernementale. La redistribution des provinces en entités géographiques, économiques, linguistiques aussi cohérentes que possibles. La gestion par l'administration centrale bilingue de toutes les grandes affaires communes. L'abandon aux provinces, dont le gouverneur, la députation permanente, le conseil provincial verraient leurs attributions renforcées et étendues, des questions linguistiques et culturelles, que les intérêts locaux et régionaux, exprimés et arbitrés par leurs meilleurs juges, résoudraient sans heurt, par le libre jeu, dans le concret et non plus dans la mystique<sup>10</sup>. »

En février 1945, la question royale qui allait empoisonner le pays pendant des années, ne fait que s'amorcer mais les deux camps sont déjà en présence et fourbissent leurs armes en prévision de l'orage imminent. Dès son premier numéro, La Revue Nouvelle prend position: « On a lancé dans certains milieux une véritable campagne de diffamation contre le roi. Le mouvement est évidemment mené par les quelques rares Belges non ralliés à l'idéal dynastique et qui visent à abattre l'institution elle-même. [...] Dans d'autres milieux, on se livre à une propagande intensive et maladroite visant à faire du roi un des plus grands héros de l'Histoire [...]. Nous ne sommes pas de ces esprits machiavéliques qui se déclarent "monarchistes" sans être "léopoldiens". [...] La personne royale est inviolable; la constitution elle-même prévoit par là que le roi puisse commettre des fautes; elle ne l'en tient pas pour responsable. Le roi

## CINQUANTE ANS

n'a certes pas manqué à l'honneur. Logiques avec nous-mêmes, nous le saluons dans la prison où il souffre au fond de l'Allemagne, loin de son pays libéré<sup>11</sup>. »

Les rédacteurs de la revue semblent avoir sous-estimé la violence du conflit politique qui se profile déjà à l'horizon. Ils ne reviennent sur le problème que lorsque le roi, libéré en mai, se voit dans l'impossibilité de rentrer au pays.

La répression est une autre urgence du moment. La revue y est directement mêlée: « Nous avons dit ici même et à diverses reprises ce que nous pensions de l'œuvre de la répression telle qu'elle est réalisée sous nos yeux. Notre collaborateur Réginald Hemeleers avait protesté contre les peines extraordinairement lourdes dont sont frappés les miséreux qui se sont engagés dans la Wehrmacht, victimes de la misère ou de la propagande; il fut l'objet d'une double plainte du président de la Cour militaire et de l'auditeur général entre les mains du bâtonnier [...]. Il serait profondément révoltant de voir l'écrasement des petits contraster avec l'indulgence pour les véritables coupables<sup>12</sup>. »

Durant la première année de *La Revue Nouvelle*, les problèmes de santé et des assurances connexes sont traités par le docteur Spaey. On s'étonnera de voir les réserves qu'il émet à l'instauration de mécanismes qui sont, en 1995, des évidences. Ainsi en est-il de l'assurance-maladie obligatoire: « Si l'assurance-maladie obligatoire cherche son équilibre financier essentiellement dans l'établissement d'une cotisation patronale et dans l'économie réalisée sur les ristournes au détriment des médecins et de

leurs auxiliaires, nous ne pouvons y souscrire [...]. Dans ces conditions, on doit s'attendre à ce que cette institution excellente en principe, critiquable dans certaines de ses dispositions, au lieu de constituer un progrès dans l'organisation médico-sociale, aggrave les erreurs et les insuffisances de l'organisation passée, en raison du plus grand nombre d'assujettis qu'elle atteint et du caractère semi-officiel ou parastatal qu'on lui confère<sup>13</sup>. »

Un dernier sujet préoccupe la revue dès le début et fait l'objet de nombreuses études et commentaires: le dilemme nationalisation/étatisation/privatisation. On pourra, ici encore, percevoir la lucidité des commentateurs dans une problématique qui, après de longs méandres, débouche, en 1995, sur la foi des économicistes dans la privatisation extrême comme remède à toutes les dérives: « Dans les discussions relatives à la nationalisation, il conviendrait de distinguer nettement entre l'étatisation qui implique l'appropriation collective de la propriété, et la nationalisation, qui, par des formules diverses et souples, ne vise qu'à renforcer le contrôle de l'État sur la direction de la vie économique. Dans des cas exceptionnels, où des bénéfices importants sont à prévoir, la formule d'une participation financière de l'État paraît préférable à celle de l'étatisation pure et simple<sup>14</sup>. »

Dès le début, *La Revue Nouvelle* se révèle être une instance critique indépendante de tout pouvoir, ce qu'elle restera. Il est toutefois un pouvoir qu'elle reconnaît, celui de l'Église. L'encyclique sur les études bibliques est saluée comme novatrice. L'anniversaire du couronnement de Pie XII, pape conservateur que nous stigmatiserions d'intégriste,

## CINQUANTE ANS

est l'occasion de voir en lui un progressiste. Enfin, lorsque la guerre se termine, l'éditorial de la revue se replace dans sa perspective chrétienne et même théologique: « Regrettons que dans nos pays, et particulièrement en Belgique, les déclarations officielles relatives à la fin de la guerre n'aient pas fait une seule allusion à la Providence de qui nous tenons ce don merveilleux. La Grande-Bretagne et les États-Unis, dont le premier soin a été de faire une solennelle action de grâce, nous ont donné un exemple grandiose, à côté duquel notre neutralité officielle et rationaliste paraissait bien mesquine<sup>15</sup>. »

L'éditorialiste garde toutefois, prudemment, sa liberté de critique et ajoute: « Peut-être sera-t-il permis également de regretter en cette occasion le silence de la hiérarchie religieuse, dont la voix unanimement respectée aurait, en s'élevant, compensé cette déficience. Le peuple fidèle — et aussi celui qui ne l'est pas — a besoin plus que jamais, en ces moments historiques, d'être guidé par ses pasteurs<sup>16</sup>. »

<sup>1</sup> « Départ », *La Revue Nouvelle*, n° 1, février 1945, p. 4.

<sup>2</sup> « La démocratie restreinte de Jean-Paul II », *La Revue Nouvelle*, n° 5, mai 1994, p. 4.

<sup>3</sup> *Départ*, *op. cit.*, p. 5.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Départ*, *op. cit.*, p. 6.

<sup>6</sup> *Op. cit.*, p. 7.

<sup>7</sup> *Op. cit.*, p. 7.

<sup>8</sup> *Op. cit.*, p. 22.

<sup>9</sup> *Op. cit.*, p. 23.

<sup>10</sup> « À la recherche de l'opinion wallonne, quand le séparatisme passe du Nord au Sud », M. Delforge, in *La Revue Nouvelle*, n° 4, avril 1945, p. 370

<sup>11</sup> p. 28.

<sup>12</sup> mai 1945, p. 458.

<sup>13</sup> mai 1945, p. 502.

<sup>14</sup> avril 1945, p. 350.

<sup>15</sup> mai 1945, p. 575-576.

<sup>16</sup> juin 1945, p. 576.

---

**René Andrianne**